



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
n°GHT2024164 du 05/12/2024

Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique

**Objet : ACTUALISATIONS DES BILANS DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE
SERRE ET D'AUDITS ENERGETIQUES, CREATION-ACTUALISATIONS DE
DIAGNOSTICS DE PERFORMANCE ENERGETIQUE POUR LES BESOINS DES 9
ETABLISSEMENTS DU GHT NORMANDIE CENTRE.**

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1. PARTIES CONTRACTANTES	4
1.1 ACHETEUR	4
1.2 TITULAIRE	5
1.3 CO-TRAITANCE	5
1.4 SOUS-TRAITANCE	5
2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	5
2.1 OBJET.....	5
2.2 FORME.....	6
2.3 DECOMPOSITION EN LOTS	6
2.4 DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	6
3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	6
4. DURÉE DU MARCHÉ.....	7
5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION	7
5.1 ETAT DES LIEUX.....	7
5.2 PERIODE ET PLANNING D'INTERVENTION.....	7
5.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6. CONDITIONS DE RÉCEPTION, DE LIVRAISON OU D'ADMISSION DES PRESTATIONS	7
6.1 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.2 REMISE DU RAPPORTS / SYNTHESES	7
6.3 CONDITIONS D'ADMISSION.....	7
7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION	8
7.1 FORME DES PRIX	8
7.2 PRIX DE REGLEMENT.....	8
7.3 CLAUSE BUTOIR.....	9
8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....	9
8.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	9
8.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
8.3 MODE DE REGLEMENT.....	10
8.4 COMPTABLE ASSIGNATAIRE	10
8.5 CONDITIONS D'ESCOMPTE.....	11
9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE	11
9.1 AVANCE FORFAITAIRE	11
9.2 AUTRES AVANCES.....	11
10. PENALITES.....	11
11. DISPOSITIONS DIVERSES	11
11.1 EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	11
11.2 MODIFICATION DU MARCHÉ.....	11
11.3 ASSURANCES	12
11.4 ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION	12
11.5 NOTIFICATION ELECTRONIQUE	12
12. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT	12
12.1 CAS DE RESILIATION.....	12
12.2 INDEMNITE DE RESILIATION	13
12.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13

13.	RECOURS AU MARCHÉ SIMILAIRE.....	13
14.	RÈGLEMENT DES LITIGES.....	13
15.	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	13
16.	DÉROGATIONS AU CCAG / PI.....	13

PREAMBULE

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1^{er} juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des neuf établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT dont la liste et les coordonnées des interlocuteurs sont jointes en annexe.

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Acheteur

Dans le cadre de la passation du marché, le CHU de CAEN, établissement support du GHT NORMANDIE CENTRE est représenté par le directeur de l'établissement.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le représentant de l'établissement partie est l'interlocuteur du titulaire.

Etablissement	Adresse de l'établissement	Directeur Général
CHU CAEN	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN SIRET : 261 400 931 000 18	Frédéric VARNIER
EPSM	Etablissement Public de Santé Mentale 15 ter rue Saint-Ouen BP 223 14012 CAEN Cedex SIRET : 261 401 277 000 15	Xavier BOUCHAUT
CH ARGENTAN	Centre Hospitalier Fernand LEGER 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex SIRET : 266 100 502 000 19	Stéphane PEAN
CH AUNAY-BAYEUX	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP18127 14401 BAYEUX Cedex SIRET : 261 400 923 000 15	Vincent MANGOT

CH COTE FLEURIE	Centre Hospitalier Côte Fleurie BP 30009 14601 HONFLEUR Cedex SIRET : 200 017 986 000 15	Frédéric VARNIER
CH FALAISE	Centre Hospitalier de Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE SIRET : 261 401 004 000 13	Frédéric VARNIER
CH LISIEUX	Centre Hospitalier Robert BISSON 4 rue Roger Aini BP 97223 14107 LISIEUX CEDEX SIRET : 261 400 915 000 11	Nicolas BOUGAUT
CH PONT L'EVEQUE	Centre Hospitalier de Pont L'Evêque 23 avenue du Rambault 14130 PONT L'EVEQUE SIRET : 261 400 956 000 64	Nicolas BOUGAUT
CH VIMOUTIERS	Centre Hospitalier de Vimoutiers 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS SIRET : 266 100 569 000 18	Nicolas BOUGAUT

1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux dispositions prévues par l'article 3.6 du CCAG / PI.

Les relations avec le sous-traitant sont régies par les dispositions les articles R2193-3 3 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire ne pourra sous-traiter la totalité de l'exécution du marché et en demeure responsable.

Il est tenu de communiquer à l'établissement partie concerné le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels, lorsque la demande lui en est faite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du contrat aux frais et risques du titulaire (article 39 du CCAG / PI).

2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Objet

Les stipulations du présent règlement de la consultation (RC) concernent, conformément aux textes réglementaires et normes applicables :

- L'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre
- L'actualisation de l'audit énergétique
- La réalisation / actualisation du diagnostic de performance énergétique

Ces trois missions constituent des « parties techniques » au sens de l'article 22 du CCAG/PI. A cet effet, chaque établissement partie pourra décider, au terme de chacune de ces missions, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 **Forme**

Les marchés sont passés par le CHU de CAEN, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG / PI), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021.

- ☒ Procédure adaptée (articles R2123-1 à R2123-6 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres ouvert/restricté (articles R2124-2 et R2161-1 à R2161-11 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (articles R2124-5, R2124-6 et R2161-24 à R2161-31 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure concurrentielle avec négociation (articles R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique)

2.3 **Décomposition en lots**

La prestation comprend 7 lots :

- Lot 1 : actualisation du BEGES pour le CHU Caen Normandie
- Lot 2 : actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour l'EPSM de Caen
- Lot 3 : actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour le CH d'Aunay-Bayeux
- Lot 4 : actualisation du BEGES et du DPE pour le CH d'Argentan
- Lot 5 : actualisation du BEGES et de l'audit énergétique pour le CH Falaise
- Lot 6 : actualisation du BEGES et création du DPE pour le CH Côte Fleurie
- Lot 7 : actualisation de l'audit énergétique pour le CH de Lisieux, le CH de Pont L'Evêque et le CH de Vimoutiers.

2.4 **Décomposition en tranches**

Sans objet

3. **PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT**

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé ;
- 2) Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (un par lot) ;
- 3) Le présent CCAP dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Caen fait seul foi et ses annexes « *Code CHORUS* » « *Spécificités GHT* » ;
- 4) Le CCTP ;
- 5) Le CCAG / PI ;
- 6) Le calendrier par établissement ;
- 7) Le cadre de composition de l'équipe ;
- 8) Les annexes (anciens rapports de BEGES, d'audit énergétique et des DPE par établissement) ;
- 9) Les échanges questions réponses ;
- 10) La réponse technique du titulaire.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

4. DURÉE DU MARCHÉ

Les marchés démarrent à **leur date de notification jusqu'au 31/12/2027** et se dérouleront selon le calendrier par établissement joint au dossier de consultation et qui sera contractualisé par le CHU de Caen lors de la notification du marché. Le délai d'exécution comprend la production de tout document et/ou rapport prévu(s) au marché.

Le titulaire organise l'opération avec les établissements concernés et établit un planning d'intervention dans les 30 jours suivants la notification du marché.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le service acheteur du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.

L'original du marché public est conservé dans les archives du CHU de Caen et fait seul foi.

5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Etat des lieux

Le titulaire est réputé parfaitement connaître la configuration des locaux et l'environnement dans lequel s'inscrivent les prestations ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables dans son domaine d'intervention.

5.2 Période et planning d'intervention

L'année d'intervention est celle indiquée au DPGF pour chaque établissement partie.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, la participation à des réunions, visites sur site et la production de documents sont requises.

5.3 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres à chaque établissement partie du GHT Normandie Centre.

6. CONDITIONS DE RÉCEPTION, DE LIVRAISON OU D'ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations sont réalisées sur les différents sites des établissements parties dont le détail figure à l'article 1 du CCTP.

6.2 Remise du rapports / synthèses

Différents rapports sont à remettre (cf article 4 du CCTP).

6.3 Conditions d'admission

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans l'offre du titulaire sera refusée et pourra être remplacée aux frais exclusifs du titulaire.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG / PI, le titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que l'établissement partie bénéficiaire le convie, aux opérations de vérification. Le titulaire doit l'informer de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

La vérification qualitative des prestations, objets du marché a lieu dans un délai de **quinze jours** à compter de la date d'intervention et/ou après réception de la feuille d'intervention faisant suite à chaque opération de maintenance préventive ou corrective.

Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les spécifications du marché et de la commande.

Si la prestation exécutée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché et de la commande, elle sera refusée et devra être de nouveau exécutée sur demande écrite de l'établissement partie, qui toutefois pourra l'accepter avec réfaction de prix. Par dérogation aux articles 29.3 et 29.4, la décision pourra être prise sans que le titulaire n'ait été invité à présenter ses observations.

Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification et après réception des documents requis par le CCTP, l'établissement partie, prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé le délai de quinze jours, la décision d'admission est réputée acquise.

7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles.

Ils comprennent également les consommables et fournitures, les déplacements et la main d'œuvre nécessaires aux prestations.

7.1 Forme des prix

Le prix du marché est un prix global et forfaitaire. Le montant est intangible, il ne peut être corrigé ou rectifié en cas d'erreur de calcul.

7.2 Prix de règlement

Les prix sont révisables annuellement.

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables aux établissements parties et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer aux établissements parties, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard de la formule de révision ci-dessous.

Mois d'établissement des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo).

Les prix seront révisés annuellement à compter du **1^{er} janvier 2026**.

Le titulaire s'engage à faire parvenir aux établissements parties, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision (à chaque 1^{er} janvier).

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à la révision. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Le prix de règlement du marché sera calculé, sur la base de l'évolution en augmentation ou en baisse des indices suivants publiés par l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) :

- ICHTrev : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008- identifiant : 001565195.

Les prix seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 \frac{(\text{ICHTrev})}{\text{ICHTrev}_0}$$

et dans laquelle :

P = Prix révisé,

P₀ = Prix d'origine porté dans l'offre,

ICHTrev₀ = Valeur de l'indice ICHTrev du mois zéro (Mo) : celle de janvier 2025,

ICHTrev = Valeur de l'indice ICHTrev-TS afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié au 1^{er} janvier de l'année de révision),

IP₀ = Valeur de l'indice IP du mois zéro (Mo) : celle de janvier 2025,

IP = Valeur de l'indice IP afférente aux conditions économiques existantes à la date de révision (dernier indice publié au 1^{er} janvier de l'année de révision).

Les indices servant au calcul de la révision sont ceux publiés au 1^{er} janvier de l'année de révision.

Les coefficients de variation de prix seront arrondis au millième supérieur.

Dans l'hypothèse où un indice serait supprimé au cours de l'exécution du marché, les parties lui substitueraient un indice reconnu équivalent. A défaut d'accord, le marché pourra être résilié sans que le titulaire puisse prétendre au versement d'une indemnité.

7.3 *Clause butoir*

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 4 % par période d'ajustement.

8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

8.1 *Acomptes et paiements partiels définitifs*

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit au versement d'acompte au sens de l'article R2191-21 du Code de la commande publique, d'un montant équivalent à 100 % de la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

La périodicité du versement est fixée à trois mois. Ce délai est ramené à un mois lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, au sens du II de l'article R.2151-13 du Code susvisé.

L'acompte ne constitue pas un règlement définitif : leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement définitif du marché.

8.2 *Présentation des demandes de paiement*

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / PI.

Conformément au **décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016** relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront **obligatoirement** comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes **figurant dans l'annexe 1 du CCAP** :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire,
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire,
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement partie.

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ l'intitulé de la prestation exécutée,

- ◆ la liste des équipements concernés,
- ◆ la date d'intervention ou d'exécution,
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,
- ◆ la date de facturation.

ATTENTION : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire **à l'issue des opérations de vérification** conformément à l'article 6.3 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations et au dernier jour de la période faisant l'objet de la facturation (pour les prestations qui s'exécutent de façon continue).

Périodicité des règlements :

Une facture reprenant le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire est adressée après réalisation et admission des prestations selon la planification et réception des rapports.

8.3 Mode de règlement

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement **suspendu** :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à un établissement autre que l'établissement bénéficiaire,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander à l'établissement partie bénéficiaire une indemnisation complémentaire, sur justification.

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, chaque établissement partie décide et pourvoit à leur mise en œuvre, directement avec le titulaire.

8.4 Comptable assignataire

Madame la trésorière principale
145 rue de la Délivrande 14000 CAEN
02 31 47 11 11 t014014@dgfip.finances.gouv.fr

8.5 Conditions d'escompte

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, l'établissement décide et pourvoit à leur mise en œuvre.

9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE

9.1 Avance forfaitaire

Il est fait application des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique. Lorsque le montant du marché atteint 50.000 Euros HT, l'avance forfaitaire est accordée. Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une d'exécution supérieure à deux mois.

L'option retenue concernant l'avance est l'option B telle que définie à l'article 11.1 du CCAG PI.

9.2 Autres avances

Aucune autre avance n'est accordée au titulaire à quelque titre que ce soit.

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1. et 14.2 du CCAG / PI, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités définies comme suit, par établissement :

- Absence non justifiée à une réunion de présentation et réunion sur site : 100 € HT / jour et par prestation ;
- Non-respect des délais de remise du planning d'intervention dans les 30 jours suivants la notification des marchés : 30 € HT / jour calendaire de retard et par planning ;
- Non-respect des délais intermédiaires figurant au planning de réalisation définitif validé par l'établissement : 30 € HT / jour calendaire de retard et par rapport ;
- Retard pour la remise du rapport / synthèse : 30 € HT / jour et à compter du planning de réalisation par phase fournit par le candidat.

applicables uniquement si les établissements parties transmettent les documents demandés dans les temps impartis.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant annuel des prestations de l'établissement concerné.

Leur montant est notifié pour information au titulaire avant transmission au Trésorier. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Evolution de la réglementation

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de Caen pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

11.2 Modification du marché

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique.

Les établissements parties au présent marché public pourront négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire.
- En cas d'évolution pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public.
- en cas de modification du périmètre des prestations, au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence.
- Les établissements parties pourront demander la réalisation d'une mission non inscrite au calendrier (BEGES, audits énergétique et DPE). Après validation d'une offre financière, le CHU informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins 3 semaines avant le début d'exécution souhaité. La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant qui en précisera les modalités financières et techniques le cas échéant.

11.3 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné lors ou du fait de l'exécution des prestations objets du marché.

11.4 Accès aux établissements – identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés ont accès aux locaux des établissements parties sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

11.5 Notification électronique

Les établissements parties se réservent la possibilité de notifier les documents modifiant le marché (avenant, décompte de résiliation, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, le profil acheteur pourra être utilisé afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

12. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

12.1 Cas de résiliation

Les stipulations du CCAG / PI relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU de CAEN de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 39.1 du CCAG / PI, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 38 du CCAG / PI, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises aux établissements parties.

Enfin, le marché sera résilié de plein droit, **après mise en demeure préalable**, par le CHU de CAEN, en cas de survenance de changements structurels non prévus pendant la période d'exécution (changement de technique, d'équipement,...).

12.2 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 37 (événements extérieurs) du CCAG / PI, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

La résiliation prononcée en application de l'article 40 du CCAG / PI ouvre droit à une indemnité forfaitaire obtenue en appliquant au montant hors taxe du marché diminué du montant hors taxe déjà réalisé sur la période, un pourcentage à hauteur de 5 %.

Le titulaire devra en faire une demande écrite, au CHU de CAEN, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

En outre, le titulaire a droit, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de (15) **quinze jours** après la notification de la résiliation du marché.

Dans les autres cas, le titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Le préjudice subi est évalué en fonction du manque à gagner lié à la non exécution de la quantité ou du montant sur lequel le CHU de CAEN s'est engagé.

Le décompte de résiliation est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG / PI, au plus tard dans le délai de deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation.

A défaut d'accord, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, le CHU de CAEN, verse au titulaire résilié, le montant tel que calculé au décompte de résiliation.

Aucune indemnité n'est due lorsque la résiliation est suivie par l'attribution, d'un nouveau marché ayant le même objet au titulaire.

12.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus au marché, ou bien encore n'exécutera pas sa prestation dans une qualité recevable, l'établissement partie concerné **pourra à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, dans les conditions suivantes :

- **Prestations forfaitaires** : après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 5 jours ouvrés.
- **Prestations supplémentaires** : sans mise en demeure préalable, au-delà de 5 jours ouvrés.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment de l'établissement partie bénéficiaire, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

13. RECOURS AU MARCHE SIMILAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le CHU de CAEN pourra recourir à la passation d'un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec le titulaire pour la dévolution de prestations similaires à celles objets du présent contrat.

14. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

15. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 13 du présent CCAP.

16. DÉROGATIONS AU CCAG / PI

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

CCAP	CCAG	Objet
Article 4	Article 13.1.1	Point de départ du délai d'exécution
Article 6.3	Article 28.5	Présence du titulaire lors des vérifications
Article 10	Articles 14.1 et 14.2	Pénalités de retard

* *

*